



Mayor Jim Watson
City of Ottawa
jim.watson@ottawa.ca

(le français suit)

Dear Mayor Watson,

We are writing to you today to ask for your support in protecting hard won gains in access to child care in Ottawa, which are now under threat as the COVID-19 crisis continues to unfold.

On March 17, the Government of Ontario ordered all licensed child care centres closed as part of the declaration of a province-wide state of emergency. More recently, Doug Ford announced that parent fees at daycare centres will not be allowed to be collected - a good decision, but one that has not been followed up with any guarantees that our child care centres will be able to continue running after the crisis is over. **Advocates in the ELCC sector and parents have warned that the sector will soon collapse - meaning many parents will lose access to childcare as already extremely underpaid workers are laid off - if stabilization funding is not immediately distributed to licensed programs.** Also, as Ottawa mobilizes its emergency response to this pandemic, emergency child care is becoming an acute necessity and requires focused action from City Hall.

Given this situation, we at Child Care Now (Ottawa) demand that Mayor Watson and City Council:

- **Use all powers available to the city to immediately provide emergency stabilization funding to replace parent fees and keep all ELCC centres viable** - this may require permissions from the province, but would signal Ottawa's awareness of the need to act immediately and in partnership with other municipalities to keep a critical sector alive
- **Demand the Ontario and Federal governments provide full emergency stabilization funding for licensed ELCC programs** - this could be in the form of a new child care sector emergency fund, or through opening existing emergency/disaster relief funds
- **Demand that Ontario expand the eligibility list for recipients of free emergency child care during this crisis** - this expanded list should include federal workers, and align with the provincial essential workers' list. No workers deemed necessary to keep our lives running in these difficult times should be forced into dangerous and unlicensed child care.
- **Work closely with Ottawa Public Health and child care workers to guarantee the highest level of safety for workers and families in emergency child care centers**

Other Canadian jurisdictions (including Quebec, Newfoundland and Labrador, and Nova Scotia) have shown leadership in guaranteeing stabilization funding and the survival of their ELCC sector, while Toronto has already expanded their essential workers list - the City of Ottawa can and should show leadership on these fronts.



This crisis hit a childcare sector that was already failing to meet the needs of Ottawa's parents and child care workers, with huge gender and other equity consequences. Only one in three children have access to licensed care, infant to preschool care is entirely unaffordable for most parents, and high staff turnover because of abysmal compensation for workers is the norm. Council voted in September 2019 to make child care a Term of Council priority, and it is time to take action!

We at Child Care Now (Ottawa) and the undersigned organizations demand Ottawa City Council do what is needed to save and expand quality child care in our city, while preparing to seriously address the bigger systemic child care crisis after the worst parts of the crisis are over.

With hope for a just recovery,

Child Care Now (Ottawa)
ottawa@ccnow.ca

cc: All Members of City Council

SIGNED

- Child Care Now (Ottawa)
- Free Transit Ottawa
- The Council of Canadians (Ottawa)
- City for All Women Initiative
- ECE Power Ottawa
- Association of Early Childhood Educators Ontario
- CUPE 2204
- OPIRG - Carleton

Le maire Jim Watson
Ville d'Ottawa
jim.watson@ottawa.ca

Cher maire Watson,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous demander votre soutien afin de protéger les gains durement acquis dans l'accès aux services éducatifs à l'enfance dans la Ville d'Ottawa, qui sont maintenant menacés alors que la crise COVID-19 continue à se dérouler.

Le 17 mars, le gouvernement de l'Ontario a ordonné la fermeture de tous les services éducatifs à l'enfance autorisés dans le cadre de la déclaration de l'état d'urgence à l'échelle de la province. Plus récemment, Doug Ford a annoncé que les frais des parents dans les centres éducatifs ne seront pas autorisés à être perçus - une bonne décision, mais qui n'a pas été suivie avec des garanties que nos centres éducatifs pourront continuer à fonctionner après la crise. **Les défenseurs du secteur de la petite enfance et les parents ont averti que le secteur s'effondrerait bientôt - ce qui signifie que de nombreux parents perdraient l'accès aux services éducatifs à l'enfance car des éducatrices/teurs déjà extrêmement sous-payés sont licenciés - si le financement de la stabilisation n'est pas immédiatement distribué aux programmes agréés.** De plus, alors qu'Ottawa mobilise sa réponse d'urgence à cette pandémie, les services éducatifs d'urgence deviennent une nécessité aiguë et nécessitent une action ciblée de la part de l'hôtel de ville.

Compte tenu de cette situation, à *Un Enfant, Une Place* (Ottawa), nous demandons au maire Watson et au conseil municipal:

- **D'utiliser tous les pouvoirs dont dispose la ville pour fournir immédiatement un financement de stabilisation d'urgence pour remplacer les frais des parents et maintenir tous les centres éducatifs à l'enfance viables** - cela pourrait nécessiter des autorisations de la province, mais cela signifierait qu'Ottawa est consciente de la nécessité d'agir immédiatement et en partenariat avec d'autres municipalités pour soutenir un secteur essentiel.
- **D'exiger que les gouvernements de l'Ontario et fédéral fournissent un financement complet de stabilisation d'urgence pour les centres éducatifs agréés** - cela pourrait prendre la forme d'un nouveau fonds d'urgence pour le secteur des services éducatifs à l'enfance, ou en ouvrant les fonds existants pour les secours d'urgence et les catastrophes.
- **D'exiger que l'Ontario élargisse la liste d'admissibilité des bénéficiaires de services d'urgence gratuits pendant cette crise** - cette liste élargie devrait inclure les travailleurs fédéraux et s'aligner sur la liste provinciale des travailleurs essentiels. Aucun travailleur jugé nécessaire pour que notre vie continue de fonctionner en ces temps difficiles ne devrait être contraint à des services de garde dangereux et non réglementés.
- **Travailler en étroite collaboration avec le bureau de la Santé publique d'Ottawa et les éducatrices/teurs pour garantir le plus haut niveau de sécurité aux travailleurs et aux familles dans les centres éducatifs.**



D'autres juridictions canadiennes (dont le Québec, Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse) ont fait preuve de leadership en garantissant le financement de la stabilisation et la survie de leur secteur de la petite enfance, tandis que Toronto a déjà étendu sa liste de travailleurs essentiels - la ville d'Ottawa peut et doit faire preuve de leadership.

Cette crise a frappé le secteur des services éducatifs à l'enfance qui ne répondait déjà pas aux besoins des parents et des éducatrices/teurs d'Ottawa, ce qui a eu d'énormes conséquences sur le plan du genre et de l'équité. Seul un enfant sur trois a accès à des soins agréés, les coûts pour les programmes des poupons et les enfants préscolaires sont totalement inabordables pour la plupart des parents et le roulement élevé du personnel, en raison de l'indemnisation insuffisante des éducatrices/teurs est la norme. Le Conseil a voté en septembre 2019 pour faire des services éducatifs à l'enfance une priorité du mandat du Conseil, et il est temps de passer à l'action!

Un Enfant, Une Place (Ottawa) et les organismes soussignées demandent au conseil municipal d'Ottawa de faire ce qui est nécessaire pour sauver et développer des services éducatifs à l'enfance de qualité dans notre ville, tout en se préparant à résoudre agressivement la crise systémique des services éducatifs à l'enfance à Ottawa après que les pires parties de la pandémie soient finis.

En espérant une juste récupération,

Un Enfant, Une Place (Ottawa)
ottawa@ccnow.ca

cc : Tous les membres du conseil municipal

SIGNÉ

- Un Enfant, Une Place (Ottawa)
- Free Transit Ottawa
- Le Conseil des Canadiens (Ottawa)
- Initiative: une ville pour toutes les femmes
- ECE Power Ottawa
- Association of Early Childhood Educators Ontario
- CUPE 2204
- GRIPO - Carleton